Vidal provoque la consternation chez les chercheurs 17 FÉVRIER 2021 PAR LUCIE DELAPORTE. Médiapart

Particulièrement transparente ces derniers mois malgré la crise grave que connaît l’enseignement supérieur, Frédérique Vidal embrase la communauté universitaire, abasourdie par son intention de commander *« une enquête »* au CNRS sur *« l’islamo-gauchisme »* à l’université.

Tout est parti d’un entretien pour le moins sidérant accordé par la ministre, dimanche 14 février, à CNews, la chaîne préférée de l’extrême droite. Interrogée par Jean-Pierre Elkabbach sur la récente une du *Figaro* titrée *« Comment l’islamo-gauchisme gangrène l’université »*, la ministre de l’enseignement supérieur et de la recherche a commencé par acquiescer à ce *« constat »*.

*« Ce qu’on observe à l’université, c’est que des gens peuvent utiliser leurs titres et l’aura qu’ils ont*[…]*. Ils sont minoritaires et certains le font pour porter des idées radicales ou des idées militantes de l’islamo-gauchisme en regardant toujours tout par le prisme de leur volonté de diviser, de fracturer, de désigner l’ennemi »*, commence-t-elle par affirmer.

*« Vous ajoutez aussi les indigénistes qui disent la race, le genre, la classe sociale… tout ça, ça forme un tout ? »*, la relance doctement Jean-Pierre Elkabbach.

Nullement gênée par l’incroyable confusion de la question, la ministre acquiesce à nouveau. *« Absolument. D’ailleurs en biologie cela fait bien longtemps qu’on sait qu’il n’y a qu’une espèce humaine et qu’il n’y a pas de race donc vous voyez à quel point je suis tranquille avec ce sujet-là »*,répond-elle, [montrant combien les récents débats scientifiques sur la notion de « race »](https://www.mediapart.fr/journal/france/120121/race-racisme-les-nouveaux-masques-de-l-extreme-droite) dans les sciences sociales lui ont totalement échappé.

*« Oui, vous, vous êtes tranquille, mais il y a des minorités et elles sont agissantes… »*, relance encore le journaliste en agitant les doigts – une gestuelle censée représenter une forme d’infiltration de ces « minorités » à l’université.

*« Il y a une sorte d’alliance entre Mao Zedong et l’ayatollah Khomeini ? »*, suggère encore un Jean-Pierre Elkabbach à qui le sujet tient manifestement à cœur.

*« Vous avez raison. Mais c’est pour cela qu’à chaque fois qu’un incident se produit, il est sanctionné, à chaque fois que quelque chose est empêché, c’est reprogrammé, mais je crois que l’immense majorité des universitaires sont conscients de cela et luttent contre cela »*, avance Frédérique Vidal, sans que le spectateur, à ce stade, sache très bien ce que *« cela »* désigne, perdu entre les différentes chimères de « l’islamo-maoïsme » et du « féminisme-racialiste »…

*« C’est pour cela que je vais demander, notamment au CNRS, de faire une enquête sur l’ensemble des courants de recherche, sur ces sujets, dans l’université, de manière à ce qu’on puisse distinguer ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève du militantisme, de l’opinion »*, lance alors la ministre.

Dans la communauté scientifique, l’annonce de la ministre a manifestement pris tout le monde de court. Interrogé mardisur les contours de cette future mission d’enquête, le CNRS semblait bien en peine de fournir le moindre élément de réponse. *« À ce stade, nous en discutons avec le cabinet de Frédérique Vidal pour préciser les attentes de la ministre »*, nous a-t-on d'abord répondu dans un embarras manifeste.

Au cabinet de Frédérique Vidal, on semble tout autant dans le brouillard, quant aux *« attentes de la ministre ».* *« Les objectifs de cette étude seront définis dans les prochains jours. Il s’agira de définir ce qui existe comme courants d’études en France, sur différents thèmes »*, nous répond-on finalement. Difficile de faire plus vague.

S’agit-il de faire une typologie des « courants » de pensée plus ou moins suspects ainsi que, pourquoi pas, des listes d’enseignants participant à ces courants comme aux grandes heures du maccarthysme ?

L’enquête, selon le ministère, sera *« portée »* par l’alliance Athena *« qui regroupe les principaux acteurs de la recherche publique française et qui est présidée par Antoine Petit »*, c’est-à-dire le directeur du CNRS. Sauf que l’alliance Athena est encore dirigée pour un mois par Jean-François Balaudé, qui, [comme l’a révélé *Le Monde*](https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/02/16/frederique-vidal-lance-une-enquete-sur-l-islamo-gauchisme-a-l-universite_6070195_3224.html), n’a même pas été informé de ce projet.

Traversant aujourd’hui une période particulièrement difficile en raison de la pandémie, avec des étudiants en grande détresse et un corps d’enseignants-chercheurs à bout de souffle, la communauté universitaire s’est littéralement embrasée ces dernières heures.

Mercredi en fin de journée, le CNRS a finalement publié [un communiqué cinglant](http://www.cnrs.fr/fr/l-islamogauchisme-nest-pas-une-realite-scientifique), expliquant que *« L’islamogauchisme »* était un *« slogan politique»  qui « ne correspond à aucune réalité scientifique(...) l’exploitation politique qui en est faite, est emblématique d’une regrettable instrumentalisation de la science ».*L'organisme de recherche*qui précise qu'il mènera une enquête « visant à apporter un éclairage scientifique sur les champs de recherche concernés»*a pris les devants en affirmant qu'il*« condamne en particulier, les tentatives de délégitimation de différents champs de la recherche, comme les études postcoloniales, les études intersectionnelles ou les travaux sur le terme de « race », ou tout autre champ de la connaissance ».*

La conférence des présidents d’université, d’ordinaire très prudente, s’est fendue mardi en fin de journée d’[un communiqué assassin](http://www.cpu.fr/actualite/islamo-gauchisme-stopper-la-confusion-et-les-polemiques-steriles/) faisant part de sa *« stupeur »* et réclamant des *« clarifications urgentes »* à leur ministre de tutelle. *« L’islamo-gauchisme n’est pas un concept. C’est une pseudo-notion dont on chercherait en vain un commencement de définition scientifique, et qu’il conviendrait de laisser sinon aux animateurs de CNews, plus largement à l’extrême droite qui l’a popularisée »*,écrit ainsi l’organisation qui représente tous les présidents d’université.

Le but de cette « enquête » confiée au CNRS est-il d’identifier des éléments potentiellement idéologiquement dangereux au sein de la communauté universitaire ? Sur ce point également, la Conférence des présidents d’université (CPU) tient à mettre les choses au point : *« La CPU regrette la confusion entre ce qui relève de la liberté académique, la liberté de recherche dont l’évaluation par les pairs est garante, et ce qui relève d’éventuelles fautes et infractions, qui font l’objet si nécessaire d’enquêtes administratives »*, et qui sont confiées dans ce cas à l’Inspection générale de l’éducation.

*« La CPU s’étonne aussi de l’instrumentalisation du CNRS dont les missions ne sont en aucun cas de produire des évaluations du travail des enseignants-chercheurs, ou encore d’éclaircir de qui relève “du militantisme ou de l’opinion”*, cingle l’organisation.*Si le gouvernement a besoin d’analyses, de contradictions, de discours scientifiques étayés pour l’aider à sortir des représentations caricaturales et des arguties de café du commerce, les universités se tiennent à sa disposition. Le débat politique n’est par principe pas un débat scientifique : il ne doit pas pour autant conduire à raconter n’importe quoi. »*

Sauf qu’en matière de *« n’importe quoi »*, la CPU et le monde de la recherche plus généralement n’avaient, sans doute, pas encore tout entendu. Questionnée mardi par la députée Bénédicte Taurine (La France insoumise) sur sa volonté de créer une *« police de la pensée »*, Frédérique Vidal a eu cette réponse étonnante : *« Alors, oui, en sociologie on appelle ça mener une enquête. Oui, je vais demander à ce qu’on fasse un bilan de l’ensemble des recherches qui se déroulent actuellement dans notre pays… Sur le postcolonialisme… Mais moi, vous savez, j’ai été extrêmement choquée de voir apparaître au Capitole un drapeau confédéré et je pense qu’il est essentiel que les sciences sociales se penchent sur ces questions qui sont encore aujourd’hui d’actualité. »*

Un rapprochement entre études postcoloniales et drapeau confédéré, emblème aujourd’hui des suprémacistes blancs, que personne n’a compris… Et pourquoi citer désormais les études postcoloniales qui sont un domaine de recherche présent dans les universités du monde entier?

Beaucoup d’universitaires et de chercheurs indignés ont demandé, à l’instar de l’économiste Thomas Piketty ou de la philosophe Camille Froidevaux-Metterie, le départ de la ministre aujourd’hui désavouée par une grande partie de la communauté scientifique. *« Avec Frédérique Vidal, le gouvernement Macron-Castex réalise le rêve de Darmanin : contourner Le Pen par sa droite… Cette ministre indigne doit partir »*, a déclaré Thomas Piketty sur Twitter, où le mot-dièse #VidalDemission a rencontré un grand succès.

Les chercheurs du CNRS que Mediapart a interrogés ont unanimement rejeté l’idée d’être *« instrumentalisés »* par l’improbable projet d’enquête de la ministre.

Pour l’historienne Séverine Awenengo Dalberto, chargée de recherche au CNRS et membre de l’Institut des mondes africains, Frédérique Vidal doit effectivement démissionner. *« C’est scandaleux et honteux de vouloir restreindre les libertés académiques, d’instrumentaliser la recherche en histoire et sciences sociales à des fins politiciennes, et surtout, dans le contexte pandémique actuel, de mépriser à ce point les étudiants et étudiantes en portant l’attention médiatique et parlementaire sur cette fausse question de l’islamo-gauchisme plutôt que sur la détresse et la précarité des jeunes »*,explique-t-elle.  Cette historienne, spécialiste des questions coloniales, fustige une démarche visant, selon elle, *« à banaliser un discours d’extrême droite et à alimenter les fractures qu’elle feint de dénoncer. Comment peut-elle sérieusement penser que travailler sur des discriminations raciales, sur les mécanismes et les effets des assignations identitaires chromatiques, c’est reconnaître l’existence de races biologiques ? »*

Comme elle, nombre de chercheurs insistent aussi sur l’absurdité de faire diligenter cette enquête sur l’université par le CNRS, puisque nombre de laboratoires ont une double tutelle CNRS et université.

Le spécialiste des mobilisations ouvrières Samuel Hayat, chargé de recherche au CNRS, décrit ainsi ses collègues *« entre sidération et découragement »*. *« Cela s’inscrit dans la suite logique de la gestion autoritaire de l’enseignement supérieur et de la recherche par Frédérique Vidal »*, souligne-t-il, en référence à la loi de programmation sur la recherche passée au forceps. *« C’est une offensive générale contre, en gros, le discours critique et la pensée critique »*, estime-t-il. *« Pour Frédérique Vidal, l’université doit être dans “l’excellence” et la rentabilité mais l’idée qu’il y ait des pôles de résistances critiques aux politiques est insupportable »*,assure-t-il. Ce politiste souligne aussi combien cette *« chasse aux sorcières »* rappelle les politiques menées au Brésil, en Hongrie, aux États-Unis, en Turquie ou au Japon contre les libertés académiques.

Si dans ces pays la bataille s’est principalement concentrée sur les études de genre, accusées de détruire les fondements de la société, la lutte contre l’islamisme offre, en France, l’excuse toute trouvée pour traquer les chercheurs « déviants ». *« Comme ils ne vont pas trouver d’islamistes dans les universités, ils s’appuient sur un concept comme “l’islamo-gauchisme” qui ne veut rien dire mais qui permet d’amalgamer les savoirs critiques au terrorisme »*, affirme Samuel Hayat. *« La cerise sur le gâteau est l’instrumentalisation du CNRS, qui est un établissement public de recherche qui détermine évidemment son agenda de recherche. Être traité comme une officine pour cerner un objet qui n’existe pas c’est particulièrement insultant. Le CNRS doit réaffirmer qu’il n’est pas aux ordres des objectifs politiques du gouvernement. »*

Pour l’historienne Camille Lefebvre, directrice de recherche au CNRS et spécialiste de l’Afrique aux XVIIIe et XIXe siècles, cette annonce de Frédérique Vidal s’inscrit dans *« un pur enjeu électoral consistant à placer la question de l’islam au cœur de la prochaine campagne présidentielle. Le problème c’est que c’est un discours performatif et qu’ils n’en mesurent pas les conséquences »*, souligne-t-elle, décrivant des discours stigmatisants *« qui blessent une partie de la société française à qui l’on veut faire comprendre qu’elle doit rester à sa place ».*

Pionnier, avec Marwan Mohammed, de l’étude de l’islamophobie comme nouvelle forme de racisme, le sociologue Abdellali Hajjat ([qui a quitté la France pour enseigner en Belgique devant le climat de plus en plus hostile à ces travaux dans l’Hexagone](https://www.mediapart.fr/journal/france/080221/en-france-les-recherches-sur-la-question-raciale-restent-marginales)) estime que les déclarations de Frédérique Vidal sont *« la énième étape d’un processus de panique morale d'une partie des élites françaises qui a commencé au moins en 2015-2016. Et cela marque le succès d’un intense lobbying de la part des “universalistes chauvins”, tenants de la fausse opposition entre “universalistes” et “décoloniaux”*, estime-t-il. *La ministre dit qu’il s’agit de distinguer travail de recherche et militantisme… Il semble qu’il s’agit surtout de cibler les universitaires qui seraient “déviants” d’un point de vue politique et scientifique ».*

Selon lui, malgré l’ineptie du discours d’une ministre qui semble largement dépassée par la situation, et qui pourrait prêter à sourire, la situation est très alarmante.*« Cette volonté d’hégémonie, de contrôle total sur la recherche rappelle les pratiques des régimes politiques contemporains les plus autoritaires »*, assène-t-il.

*« Je suis en colère car ce qui est en train de se passer est à la fois honteux et très inquiétant »*, affirme de son côté Audrey Célestine, maîtresse de conférences en sociologie politique et études américaines à l’Université de Lille et membre du conseil scientifique de la Fondation pour la mémoire de l’esclavage. *« Nous sommes dans une forme de maccarthysme »*, assure-t-elle jugeant le niveau du débat public *« atterrant ». « Lorsqu’on voit quelqu’un comme Raphaël Enthoven évoquer “la peste intersectionnelle”, on se dit qu’il y a une fierté à étaler dans ces débats son ignorance crasse. Je suis pour le débat mais avec des gens qui lisent les travaux dont ils parlent »*,explique-t-elle. Comme pour tous les chercheurs interrogés, Frédérique Vidal a désormais perdu toute crédibilité et ne peut plus rester ministre de tutelle.

Après les premières déclarations de Jean-Michel Blanquer, ministre de l’éducation nationale, sur *« l’islamo-gauchisme »* à l’université, la ministre de l’enseignement supérieur et de la recherche avait semblé vouloir défendre les libertés académiques. *« L’université n’est ni la matrice de l’extrémisme ni un lieu où l’on confondrait émancipation et endoctrinement »*, avait-elle rappelé à son collègue du gouvernement.

Aujourd’hui, Frédérique Vidal semble appliquer avec zèle une feuille de route écrite par l’exécutif. Interrogé sur France Inter, le 1er février par Léa Salamé, sur la place des *« indigénistes »* et des *« racialistes »* à l’université – un questionnement qui en dit long sur la maîtrise du sujet – Gérald Darmanin, ministre de l’intérieur, a ainsi expliqué que ces idéologies sont peut-être *« majoritaires »* à l’université : *« C’est un drame pour la France et nous devons absolument débattre pied à pied, idée par idée cela »*, a détaillé ce matin-là – sans souci du mélange des genres – le « premier flic de France ».

*« C’est d’ailleurs ce qu’a souhaité le président de la République dans son discours des Mureaux »*, rappelait-il alors, [en référence au discours du chef de l’État ciblant le *« séparatisme islamiste »*](https://www.mediapart.fr/journal/france/021020/separatisme-macron-prescrit-l-antidote-et-instille-le-poison).

Soutenu par le gouvernement, [un amendement glissé au Sénat dans la loi de programmation sur la recherche](https://www.mediapart.fr/journal/france/301020/universites-le-senat-veut-soumettre-les-libertes-academiques-aux-valeurs-de-la-republique) avait déjà, en octobre dernier, tenté de soumettre les libertés académiques au *« cadre des valeurs de la République »*. Finalement rejeté, au vu de sa formulation floue, il révélait déjà combien l’exécutif se montrait soupçonneux à l’égard du monde universitaire.

Le président, [passé de la lecture de Paul Ricœur à celle de Pierre-André Taguieff](https://www.mediapart.fr/journal/france/240620/de-ricoeur-taguieff-la-memoire-l-histoire-et-les-oublis-de-macron?onglet=full) et sa dénonciation des *« bonimenteurs du postcolonial »*, avait déjà affirmé en juin dernier devant des journalistes que*« le monde universitaire a été coupable*.*Il a encouragé l’ethnicisation de la question sociale en pensant que c’était un bon filon. Or, le débouché ne peut être que sécessionniste. Cela revient à casser la République en deux ».*

Aujourd’hui, sous les coups de boutoir d’un pouvoir obsédé par la mise au pas de la communauté universitaire, ce sont surtout les enseignants, les chercheurs et plus largement les libertés académiques qui sont menacés.